



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES N° AO/Z00/DBA/029/2024

**SÉLECTION D'UNE SOCIÉTÉ DE DÉMÉNAGEMENT ET DE TRANSIT POUR LE SIÈGE DE
LA BCEAO**

Avril 2024

PREMIÈRE PARTIE : INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Préambule

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est l'Institut d'émission commun aux huit (8) Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La BCEAO exerce ses activités à travers :

- son Siège, basé à Dakar (Sénégal) ;
- une Direction Nationale dans chacun des Etats membres, comprenant une Agence Principale et une ou plusieurs Agences Auxiliaires ;
- le Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB) de l'UMOA, sis à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- le Centre de Traitement Fiduciaire (CTF), installé à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) ;
- la Représentation auprès des Institutions Européennes de Coopération (RIEC), sise à Paris.

SECTION I : DISPOSITIONS GENERALES

I.1. Conditions de participation au marché

La participation au présent marché est ouverte à toutes les entreprises éligibles, disposant de qualifications techniques et financières correspondant aux exigences du dossier d'appels d'offres.

Toutefois, les entreprises suspendues ou impliquées dans des activités illégales, notamment le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, la corruption ainsi que toute pratique collusoire, frauduleuse ou coercitive, ne sont pas autorisées à prendre part au présent appel d'offres.

En outre, tout candidat en situation de conflit d'intérêt devra en informer la Banque Centrale dans sa lettre de soumission, en précisant les termes dudit conflit.

I.2. Frais de soumission

Il n'est pas exigé de garantie de soumission.

Le soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. La Banque Centrale ne sera en aucun cas responsable de ces frais, ni tenue de les régler ou de les rembourser, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.

I.3. Monnaie de soumission et de paiement

La monnaie utilisée est le franc CFA. Toutefois, les soumissions valorisées en euros seront acceptées pour les fournisseurs établis hors de la zone UMOA. Cependant, pour des besoins de comparaison, toutes les offres seront converties en francs CFA.

I.4. Régime fiscal

En vertu des dispositions des articles 28 du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), du 20 janvier 2007, 7 des Statuts de la BCEAO, 10, paragraphe 10-1 du Protocole relatif aux privilèges et immunités de la BCEAO, annexés audit Traité, [8 de l'Accord de Siège conclu le 21 mars 1977 entre le Gouvernement de la République du Sénégal et la BCEAO], et 11 de l'Accord de coopération entre la République Française et les Républiques membres de l'UMOA, du 4 décembre 1973, la Banque Centrale bénéficie, dans le cadre de ce marché, du régime de l'exonération de tous impôts, droits, taxes et prélèvements d'effet équivalent dus dans les Etats membres de l'UMOA.

I.5. Langue de soumission

Les offres et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et la Banque Centrale, devront être rédigés en langue française.

Les fiches techniques pourront être rédigées dans une autre langue, à condition d'être accompagnées de leur traduction certifiée en français.

I.6. Groupement

Les groupements sont autorisés dans le cadre du présent appel d'offres. Toutefois, seule la forme "groupement solidaire" est acceptée.

A ce titre, les entreprises concernées devront présenter, dans leur soumission, l'acte constitutif du groupement signé par les Parties. Ce document, dont l'absence dans la soumission constituerait un motif de rejet de celle-ci, devra indiquer, en outre, le chef de file dudit groupement.

I.7. Sous-traitance

La sous-traitance est subordonnée à l'accord préalable écrit de la Banque Centrale. Si elle est autorisée, elle ne pourra excéder trente pour cent (30%) de la valeur du contrat.

I.8. Conformité des offres

Toute soumission qui ne répondra pas explicitement aux exigences du présent dossier d'appel d'offres sera rejetée pour non-conformité.

I.9. Evaluation des offres

Une Commission des Marchés procédera à la vérification de la conformité administrative et technique, ainsi qu'à l'évaluation financière et au classement des offres reçues.

Préalablement à l'évaluation des offres, la BCEAO se réserve le droit de procéder à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires, eu égard notamment aux législations relatives à la lutte contre les activités illégales visées à l'article I.1, alinéa 2, en vigueur dans l'espace UMOA.

L'évaluation des offres se fera suivant les critères ci-après :

- la qualification et l'expérience du prestataire ;
- le contenu des prestations proposées ;
- l'offre financière.

Il sera procédé à des ajustements de prix en cas d'erreurs arithmétiques. De même, s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi.

A l'issue du dépouillement, le marché pourra faire l'objet de négociations commerciales avec le soumissionnaire pressenti.

Le montant de l'offre du soumissionnaire devra correspondre à cent pour cent (100%) des prestations proposées.

I.10. Vérification de la qualification des candidats

La Banque Centrale se réserve le droit de vérifier par tous les moyens appropriés les capacités technique et financière, notamment la solvabilité du fournisseur classé premier à exécuter le marché de façon satisfaisante.

Cette vérification sera fondée sur l'examen des preuves de qualification que la Banque Centrale jugera nécessaires. Si le résultat n'est pas satisfaisant, son offre sera rejetée au profit du soumissionnaire classé second, qui sera soumis aux mêmes contrôles.

I.11. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre ressortira la plus économiquement avantageuse pour la Banque Centrale au terme de l'analyse conjointe des spécifications techniques et des prix unitaires proposés.

La BCEAO se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute proposition, et d'annuler l'appel d'offres en rejetant toutes les offres, à tout moment, avant l'attribution du marché.

Avant l'attribution du marché, la BCEAO se réserve le droit de procéder à une vérification du caractère raisonnable des prix proposés dans le cadre de la présente procédure.

Une conclusion négative (des prix déraisonnablement élevés ou bas) constituera un motif de rejet de toute offre, à la discrétion de la BCEAO.

I.12. Publication des résultats et notification provisoire du marché

Les résultats de l'appel d'offres seront publiés sur le site internet de la BCEAO.

A cet égard, tout candidat pourra former un recours gracieux par écrit, adressé au Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, à compter de la publication des résultats.

Le recours ne pourra porter que sur l'attribution du marché. Le délai de réponse de la BCEAO sera de dix (10) jours maximum. Passé ce délai et sans une réponse de la BCEAO, le recours devra être considéré comme rejeté.

L'attribution du marché sera notifiée au soumissionnaire retenu. Un contrat pourrait lui être soumis pour signature. La date de signature du contrat par les deux Parties constituera le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché.

I.13. Confidentialité

Dans le cadre de la mission, chaque partie devra s'engager à préserver le caractère confidentiel de toute information communiquée comme telle. Ainsi, le prestataire sera tenu notamment de :

- garder confidentiels tous documents et informations de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués par la BCEAO ou dont il aura eu connaissance, quels qu'en soient la forme, le support et le contenu, dans le cadre de l'exécution du marché ;
- n'utiliser ces documents et informations qu'aux seules fins d'exécuter le marché. En conséquence, même après la cessation du contrat, le prestataire ne pourra les communiquer à des tiers ou les exploiter dans ses relations avec ceux-ci, sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la BCEAO ;
- prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment auprès des membres de son personnel appelés à prendre connaissance de ces documents ou à connaître ces informations, et dont le fournisseur répond entièrement en la matière, pour prévenir et éviter leur divulgation à des tiers, de quelque manière que ce soit ;
- restituer sans délai à la BCEAO, à sa demande, au terme de l'exécution du marché ou à la date de sa prise d'effet, les documents, rapports et données ainsi que toutes autres informations qu'elle juge confidentielles.

I.14. Assurance

Le soumissionnaire retenu et/ou son sous-contractant éventuel devront, à leur charge, souscrire des polices d'assurance valables pendant toute la durée du contrat et couvrant au moins les risques de transport.

I.15. Litiges et contestations

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend né de l'exécution ou de l'interprétation du marché.

A défaut de règlement à l'amiable, le différend sera, de convention expresse, soumis à l'arbitrage selon le Règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), et tranché par un (1) arbitre ad hoc désigné conformément à ce Règlement.

L'arbitrage se déroulera en langue française à Dakar (Sénégal), selon le droit sénégalais.

Les frais de l'arbitrage seront à la charge de la Partie succombante.

SECTION II : DISPOSITIONS PARTICULIERES

I.16. Objet du marché

Le présent dossier d'appel d'offres a pour objet de solliciter des soumissions pour la fourniture et l'installation de matériels, logiciels et licences associées, requis pour la protection des données sauvegardées de la BCEAO, notamment contre les cyberattaques de type ransomware.

I.17. Allotissement

Le marché est constitué d'un lot unique et indivisible.

I.18. Visite des lieux

Il n'est pas prévu de visite des lieux dans le cadre du présent appel d'offres.

I.19. Options

Aucune option n'est sollicitée dans le cadre de cet appel d'offres.

I.20. Variantes

Aucune variante n'est sollicitée dans le cadre de cet appel d'offres.

I.21. Présentation des soumissions

Les offres devront comprendre les **quatre (4) parties distinctes** ci-après :

- une lettre de soumission dûment signée par le responsable habilité ;
- une présentation du soumissionnaire ;
- une offre technique ;
- une offre financière.

I.22. Lettre de soumission

Le soumissionnaire devra produire une lettre de soumission selon le modèle joint en **annexe 1**, précisant tous les éléments de son offre.

Cette lettre devra être signée par un responsable dûment habilité de l'entreprise soumissionnaire.

I.23. Présentation du soumissionnaire

La présentation du soumissionnaire devra comprendre au minimum les informations et documents ci-après :

- une fiche d'informations du soumissionnaire dont le modèle est joint en **annexe 2**.
 - une présentation générale de la société (dénomination, adresse, zones de couverture) ainsi que les copies des documents attestant du statut juridique et du numéro d'immatriculation de la société au registre de commerce ;
 - la copie des états financiers pour les trois (3) derniers exercices (2020, 2021 et 2022) ;
 - l'attestation d'immatriculation et de paiement des cotisations à l'Institution de sécurité sociale et fiscale.
-

Par ailleurs, le soumissionnaire devra fournir un relevé d'identité bancaire conforme aux normes de codification bancaire internationales.

I.24. Offre technique

Dans son offre technique, le soumissionnaire devra décrire les prestations nécessaires au transport des effets, notamment l'emballage, l'enlèvement, l'emportage, l'expédition, etc.

Il devra indiquer le type de matériel (papier d'emballage, cartons et sachets) utilisés et fournir tout autre document jugé nécessaire à la bonne compréhension et à la qualité de sa proposition.

L'offre technique devra comprendre également :

- le formulaire de conformité technique selon le modèle joint à l'**annexe 3** ;
- la liste des marchés similaires appuyée par des attestations de bonne exécution ou tout autre document équivalent ;
- composition de l'équipe proposée pour assurer le suivi des opérations de la Banque Centrale et CV des membres (qualifications et expériences) ;
- adresse et volume de son (ses) entrepôt(s) ;
- liste des sous-traitants ou des correspondants dans les pays membres de l'UMOA et en France ;
- affiliation à un réseau de déménageurs.
- la formulation d'avis et remarques ;
- la communication de toute autre information technique jugée utile.;
- toute autre information technique jugée utile.

I.25. Offre financière

L'offre financière, établie par destination suivant le canevas joint à l'annexe 4, devra être exprimée en francs CFA en HTVA. Elle devra être ferme, non révisable et comprendre les éléments ci-après :

- le devis détaillé des prestations par pays de destination ;
- le coût total (hors assurance) ;
- le taux d'assurance ;
- le total net.

Le prestataire proposera ses meilleures offres en tenant compte des frais d'emballage, d'emportage, de transport et de livraison à domicile.

Par ailleurs, le prestataire devra préciser le taux applicable pour la couverture de la police d'assurance.

I.26. Période de validité des offres

La validité des offres devra être d'au moins **120 jours à compter de la date limite de dépôt** de celles-ci.

I.27. Date et heure limite de transmission des offres

Les offres devront être exclusivement transmises en version PDF, par voie électronique, à l'adresse courrier.ZDBA-SAMA@bceao.int au plus tard le **vendredi 3 mai 2024 à 12 heures TU**, délai de rigueur.

Les courriels de transmission devront porter le titre **“SÉLECTION D’UNE SOCIÉTÉ DE DÉMÉNAGEMENT ET DE TRANSIT POUR LE SIÈGE DE LA BCEAO”**.

Les fichiers volumineux ne pouvant pas être transmis en un seul message pourront faire l’objet de plusieurs envois. Dans ce cas, il conviendrait de préciser, en fonction du nombre d’envois, la mention 1/X, X étant le nombre total d’envoi de la soumission.

Aucun pli expédié par voie postale (DHL, Chronopost, EMS, etc) ou par porteur ne sera recevable.

I.28. Informations complémentaires

Pour toute demande d’informations complémentaires, les candidats pourront prendre l’attache de la Direction du Budget et des Approvisionnements, par courriel au moins dix (10) jours calendaires avant la date limite de dépôt des offres, à l’adresse : courrier.ZDBA-SAMA@bceao.int.

Toutes les demandes de renseignements parvenues au-delà du délai précité ne seront pas prises en compte.

Les questions formulées ainsi que les réponses apportées seront mises en ligne sur le site Internet de la BCEAO à l’adresse www.bceao.int

A ce titre, les candidats sont invités à visiter régulièrement le site internet de la Banque.

DEUXIÈME PARTIE : CAHIER DES CHARGES : LES PRESTATIONS ATTENDUES

II.1 - Déménagement

Les soumissionnaires devront faire une offre globale pour chacune des destinations ci-après, couvrant toutes les prestations de déménagement, notamment l'emballage, l'enlèvement, le transport par voie maritime, aérienne ou terrestre, en franco domicile, les opérations de transit, la livraison et le déballage ainsi que la souscription à une police d'assurance tous risques.

- Cotonou au Bénin ;
- Ouagadougou au Burkina ;
- Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- Yamoussoukro en Côte d'Ivoire ;
- Bissau en Guinée-Bissau ;
- Bamako au Mali ;
- Niamey au Niger ;
- Lomé au Togo ;
- Paris en France.

Il est attendu des soumissionnaires la proposition de prestations de première qualité, un service adapté d'assistance et de conseil en matière de transport et de transit.

Le prestataire retenu devra également communiquer à la Banque Centrale toutes les informations relatives à la réglementation douanière en vigueur dans les différents États membres de l'UMOA et en France.

II.2 - Autres prestations

Les autres prestations non limitatives portent sur :

- l'enlèvement et le transport de colis de matériels et mobiliers ainsi que de véhicules tant à l'importation qu'à l'exportation ;
- les formalités de dédouanement relatives aux acquisitions de la Banque Centrale depuis l'enlèvement chez le fournisseur jusqu'à leur livraison dans les locaux de la BCEAO ;
- toute autre opération de douane et de transit à l'importation et à l'exportation
- un service de cotation au titre duquel le prestataire de services retenu pourrait être sollicité par la Banque pour l'obtention d'offres financières de référence en vue du calcul de compensations financières versées à certains agents en lieu et place de la prise en charge effective, de leur déménagement, d'un site à un autre.

Les modalités d'établissement de ces factures seront précisées au prestataire au moment de la signature du contrat de marché, le cas échéant.

TROISIÈME PARTIE : ANNEXES

Annexe 1 : Lettre de soumission (à reprendre sur papier en-tête du soumissionnaire)

(indiquer le lieu et la date)

A l'attention de :

MONSIEUR LE DIRECTEUR DU BUDGET ET DES APPROVISIONNEMENTS
BP 3108 DAKAR - BCEAO/SIEGE

**Objet : Sélection d'une société de déménagement et de transit pour le Siège de la
BCEAO, basé à Dakar**

Nous, soussignés....., soumettons par la présente, une offre de prix pour *[Indiquer l'objet de l'appel d'offres]*, pour un montant de.....FCFA HT/HD ou..... euros.

La durée de validité de notre soumission est de cent vingt (120) jours au moins pour compter du *[indiquer la date limite de dépôt des offres]*.

Nous déclarons, par la présente, que toutes les informations et affirmations faites ci-dessous dans le cadre de cet appel offres sont authentiques et acceptons que toute déclaration erronée puisse conduire à notre disqualification :

1. Nous avons lu et compris les dispositions du présent dossier d'appel d'offres, et nous acceptons d'être liés par celles-ci.
2. Nous proposons de réaliser l'objet de cet appel d'offres dans les taux et prix indiqués dans l'offre financière incluse dans notre soumission.
3. Comme le prévoit le dossier d'appel d'offres, les prix mentionnés resteront fermes pendant la durée du contrat.
4. Nous n'avons aucun conflit d'intérêts pouvant remettre en cause notre participation au processus d'acquisition et à l'attribution du contrat.
5. Nous n'avons pas été déclarées inéligibles par la Banque.

Nous prenons l'engagement de respecter scrupuleusement les lois en vigueur dans notre pays d'enregistrement et le pays dans lequel le contrat est exécuté.

Nous comprenons que vous n'êtes nullement tenus à l'obligation d'accepter la proposition la moins disante, ni l'une quelconque des propositions que vous recevez.

Notre proposition engage notre responsabilité et, sous réserve des modifications résultant d'éventuelles négociations du marché, nous nous engageons, si elle est retenue, à commencer la prestation au plus tard à la date convenue lors des négociations.

Nous confirmons que le soussigné est autorisé à engager le(s) soumissionnaire(s) à respecter les obligations contenues dans le dossier d'appel d'offres et le contrat.

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire :

Nom de l'entreprise ou du groupement :

ANNEXE 2 : Fiche d'Information du Soumissionnaire (à reprendre sur en-tête du soumissionnaire dans le dossier de présentation)

| Description | Détail | | | |
|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------------------|------------------|
| Nom légal du soumissionnaire | <i>En cas de groupement , préciser toutes les sociétés</i> | | | |
| Forme juridique | | | | |
| Année de création / début exercice | | | | |
| Nature d'activités | | | | |
| Adresse juridique, Ville, Pays | | | | |
| Informations Bancaires (RIB) | | | | |
| Données Administratives | | | | |
| Noms | Numéro | Date de délivrance / validité | L'Autorité Signataire | |
| Régistre de commerce | | | | |
| Quitus Fiscal | | | | |
| Attestation de régularité sociale | | | | |
| Données Financières des trois dernières années | | | | |
| | Année N-1 | Année N-2 | Année N-3 | |
| Bilan | | | | |
| Capitaux propres | | | | |
| Chiffre d'affaires | | | | |
| Résultats nets | | | | |
| Capacité d'autofinancement | | | | |
| Références similaires | | | | |
| Objet du marché | Références client | Valeur contrat | Période | Détail du marché |
| | | | | |

Signature du représentant habilité : __

Nom et titre du signataire : ____

Nom de l'entreprise ou du groupement : _____

ANNEXE 4 : Formulaire de Décomposition offre financière (à reprendre sur en-tête du soumissionnaire dans l'offre financière)

Le montant doit inclure tous les coûts liés à l'acquisition.

Monnaie de l'offre :

| Destination (au départ ou à destination de Dakar) | Offre pour un conteneur 20' d'effets personnels (Montant en FCFA) | Offre pour un conteneur 20' pour véhicule (Montant en FCFA) | Offre pour un conteneur 40' d'effets personnels (Montant en FCFA) | Taux d'assurance |
|------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|------------------|
| BÉNIN | | | | |
| BURKINA | | | | |
| COTE D'IVOIRE | | | | |
| GUINÉE BISSAU | | | | |
| MALI | | | | |
| NIGER | | | | |
| TOGO | | | | |
| FRANCE | | | | |

Signature du représentant habilité : ____

Nom et titre du signataire : ____

Nom de l'entreprise ou du groupement) : _____